

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ProCapital

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 8.579.866 Euros
Siège social : Tour Trinity, 1 bis Place de La Défense, 92035 Paris La Défense Cedex
428 677 900 RCS Nanterre

Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2024 approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 08 avril 2025

1. - Bilan au 31 décembre 2024

Actif (en €)	Complément d'information	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales, C.C.P.		-	-
Créances sur les établissements de crédit	§3.1	367 851 602	291 559 380
Opérations avec la clientèle	§3.2	136 886	150 545
Actions et autres titres à revenu variable	§3.3.1	55 181 410	67 059 193
Participations et autres titres détenus à long terme	§3.3.2	127 594	169 806
Parts dans les entreprises liées*	§3.7	-	-
Immobilisations incorporelles	§3.8	17 656 948	15 696 090
Immobilisations corporelles	§3.8	28 659	22 243
Comptes de négociation et de règlement	§3.6	186 434 551	152 849 815
Autres actifs	§3.4	30 783 668	24 295 847
Comptes de régularisation	§3.5	14 557 954	11 634 480
Total actif		672 759 273	563 437 399

* Reclassement des titres détenus par ProCapital en « participations et autres titres détenus à long terme »

Passif (en €)	Complément d'information	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales, C.C.P.		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	§3.1	155 209 114	154 267 034
Opérations avec la clientèle	§3.2	2 690 879	3 473 101
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs	§3.4	36 147 072	16 123 865
Comptes de régularisation	§3.5	5 339 158	9 430 072
Comptes de négociation et de règlement	§3.6	438 515 832	347 618 389
Dettes Subordonnées	§3.10	3 000 000	-
Provisions	§3.9	1 330 624	1 884 123
Capitaux propres (Hors FRBG)	§3.11	30 526 594	30 640 814
Capital souscrit		8 579 866	8 579 866
Prime d'émission		8 790 156	8 790 156
Réserves		857 987	857 987
Report à nouveau		2 974 952	2 945 308
Résultat de l'exercice		9 323 633	9 467 497
Total passif		672 759 273	563 437 399

2. - Hors-bilan au 31 décembre 2024

Hors Bilan (en €)	Complément d'information	31/12/2024	31/12/2023
<u>Engagements donnés</u>			-
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie		-	-
Engagements sur titres (à livrer)	§3.17.1	328 833 510	349 844 738
Opérations en devises		-	-
<u>Engagements reçus</u>			-
Engagements de financement	§3.17.2	84 790 886	80 747 017
Engagements de garantie		-	-
Engagements sur titres (à recevoir)	§3.17.1	437 565 866	433 600 196
Opérations en devises		-	-

3. - Compte de résultat du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024

Compte de résultat (en €)		31/12/2024	31/12/2023
+	Intérêts et produits assimilés	8 735 866	7 572 102
-	Intérêts et charges assimilés	-388 308	-14 248
+	Revenus des titres à revenu variable	-	-
+	Commissions (produits)	34 798 283	28 927 602
-	Commissions (charges)	-14 942 138	-12 059 710
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	156 580	562 016

+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-	-280 116
+	Autres produits d'exploitation bancaire	36 491 999	37 071 061
-	Autres charges d'exploitation bancaire	-9 075 240	-4 366 835
Produit Net Bancaire		55 777 043	57 411 871
-	Charges générales d'exploitation	-41 255 776	-41 260 420
-	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-2 849 737	-1 972 246
Résultat Brut d'Exploitation		11 671 531	14 179 205
+/-	Coût du risque*	1 004 255	32 774
Résultat d'exploitation		12 675 786	14 211 979
+/-	Gains et pertes sur actifs immobilisés	-	-
Résultat courant avant impôt		12 675 786	14 211 979
-	Participation des Salariés	-852 061	-1 248 831
+/-	Résultat exceptionnel	-124 266	-73 449
-	Impôt sur les bénéfices	-2 375 826	-3 422 203
+/-	Dotations et reprises de FRBG et provisions réglementées	-	-
Résultat net		9 323 633	9 467 447

4. - Publication au titre des articles L.312-19 et L.312.20 du code monétaire et financier

	Nombre de comptes	Montant des avoirs cumulés (en euros)
Comptes inactifs au 31/12/2024	277	2 805 635,64€
Comptes inactifs dont les avoirs ont été reversés à la Caisse des Dépôts et Consignations en 2024	33	161 453,95€

5. - Affectation du résultat

L'Assemblée Générale constate que :

- La réserve légale est égale à 10% du capital social,
- Le Bénéfice Net Comptable de l'exercice s'élève à 9 323 632,74€.

Par conséquent, l'Assemblée Générale décide, sur proposition du Directoire, de répartir le Bénéfice Net Comptable de l'exercice comme suit :

- Affectation d'une somme de 5 576 912,90€ au paiement d'un dividende de 0,65€ par action payable dans les 30 jours suivant la date de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant décidé l'attribution et le détachement du dividende,
- Affectation de la soulte de 3 746 719,84€ au report à nouveau.

Le report à nouveau s'établira à l'issue de la distribution des dividendes à : 6 721 671,99€.

L'Assemblée Générale prend acte, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, qu'il y a eu au cours des trois exercices précédents un versement de dividendes dans les proportions suivantes :

Exercice	Dividendes versés
2022	10 896 429,82€ soit 1,27 € par action
2023	9 437 852,60€ soit 1,10€ par action
2024	5 576 912,90€ soit 0,65€ par action

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à 8 577 974 des voix des actionnaires présents et représentés.

6. - Annexes.

1 Présentation de la société

1.1 Groupe de rattachement

La composition du capital est la suivante :

- 8 577 973 actions sont détenues par Arkéa Bourse Retail (99,978%)
- 1 892 actions sont détenues par Mme Petrit Allauzen (0,022%)
- 1 action est détenue par le Président du Conseil de Surveillance

1.2 Statuts

ProCapital est devenu un Etablissement de Crédit et d'Investissement (ECB-SSM-2024-FR-4) le 31 mars 2023 agréée par la Banque Centrale Européenne (BCE). ProCapital a été confirmé dans ses agréments pour réaliser les services d'investissement de réception et transmission d'ordres pour le compte de tiers, d'exécution d'ordres pour le compte de tiers et de négociation pour compte propre en vue de réaliser des opérations de prêt/emprunt de titres dans le cadre du Service de Règlement Différé (SRD), tels que définis par la loi de modernisation des activités financières du 2 juillet 1996. ProCapital est également habilitée à réaliser le service connexe de tenue de compte conservation et de compensation et assure un service accessoire de tenue de compte espèces correspondant aux instruments financiers conservés.

ProCapital est membre d'Euronext sous le statut de négociateur-compensateur individuel pour les marchés actions (hors Lisbonne), de Börse Berlin pour le segment Equiduct, et négocie ainsi sur l'ensemble des marchés de la zone ESES (France, Belgique et Pays Bas). La société est également adhérente de plein exercice du dépositaire central Euroclear France, ainsi que du système de règlement- livraison européen T2S, dans le cadre de ESES, permet d'utiliser les services des principaux CSD (*International Central Securities Depository*) de la zone Euronext, soit Euroclear Bank, Euroclear France, Euroclear Belgium et Euroclear Nederland.

Dans le cadre de son activité de compensateur individuel, ProCapital est Participant au Dénouement des Systèmes Exogènes (PDSE) auprès des compensateurs et sous-participant TARGET 2 via sa maison mère le Crédit Mutuel Arkéa. L'activité de Clearing des ordres sur le périmètre Euronext a été transférée de la société LCH Clearnet SA vers sa maison-mère LCH-Ltd, basée à Londres, à laquelle ProCapital est adhérente. La société est également adhérente, en tant que teneur de compte conservateur pour son activité de tenue de compte de plein exercice – activité en gestion extinctive – au Fonds de garantie des Dépôts et de Résolution pour la garantie titres.

1.3 Activité

ProCapital est un prestataire de services à destination d'établissements financiers – banques privées, réseaux bancaires, courtiers et banques en ligne, compagnies d'assurance – qui souhaitent bénéficier d'une offre complète et modulable à destination de leurs clients particuliers dans le domaine des titres (tenue des comptes conservation, exécution des ordres, sites Internet transactionnels ou outils de Gestion de Portefeuilles ou de Gestion Conseiller) ou de l'assurance-vie (gestion administrative des contrats).

Depuis sa création en 2000, ProCapital vise à garantir à ses clients la meilleure qualité de service à travers la mise en œuvre d'une plate-forme totalement intégrée et la mise à disposition d'outils adaptée à leur activité.

Les entités du Groupe Crédit Mutuel Arkéa représentent environ 32% de l'activité de ProCapital, le reste de l'activité étant issu de contrats avec des clients institutionnels externes au Groupe. L'activité est exercée en France et en Belgique.

1.4 Faits marquants

Néant

1.5 Filiale et succursale

1.5.1 Filiale

ProCapital ne dispose pas de filiale.

1.5.2 Succursale en Belgique

ProCapital a ouvert une succursale à Bruxelles en 2006, sous la dénomination ProCapital Belgium. Dès 2007, cette succursale a délivré à des clients belges une prestation similaire à celle délivrée en France.

1.6 Événements postérieurs à la clôture

Néant

2 Règles et méthodes comptables

Les comptes présentés ont été arrêtés suivant les règles d'évaluation comptable et d'établissement des comptes fixées par le Comité de Réglementation Comptable, et en particulier le Règlement de l'ANC n°2016-07 ainsi que le règlement ANC 2014-07.

Les comptes sont présentés dans cette annexe avec le détail des sous-rubriques composant les soldes figurant sur les états financiers. Les comptes sont présentés de manière comparative par rapport au 31 décembre 2023.

2.1 Créances et dettes envers les établissements de crédit – actif & passif

2.1.1 Créances et dettes vis-à-vis des établissements de crédit

Dans cette sous rubrique sont inscrits les soldes des comptes courants ouverts par ProCapital auprès de différentes banques en France et en Belgique :

- pour cantonner en application de la réglementation, les espèces déposées par sa clientèle et pour gérer les mouvements de trésorerie liés à son statut de membre compensateur et de teneur de comptes ;
 - pour gérer sa trésorerie propre ;
 - pour enregistrer les espèces déposées par les clients « prestations de services » ayant délégué à ProCapital la conservation des espèces de leur propre clientèle finale.
- En contrepartie de ces dépôts bancaires, est inscrite une dette de ProCapital vis à vis du Client « prestations de services » dans cette même rubrique ;

2.1.2 Opérations de financement sur le service des opérations différées

Dans cette sous rubrique sont inscrits les espèces reçues ou versées à titre de garantie dans le cadre d'opérations de prêts et d'emprunts de titres, réalisées par ProCapital soit sur le marché centralisé des prêts-emprunts soit de gré à gré auprès de contrepartie de marché. Ces opérations, conclues au cours d'un mois boursier, sont enregistrées simultanément pour leur montant de mise en place et pour leur montant de remboursement de sorte que ces opérations ne génèrent pour la société aucun risque de marché et que leur résultat est connu dès l'origine.

Compte tenu de l'accès au marché interbancaire accordé aux Entreprises d'Investissement autres que les sociétés de gestion de portefeuilles par le règlement du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière en date du 2 septembre 1997, accès ouvrant la possibilité d'effectuer des placements de fonds ou des refinancements auprès d'établissements de crédit, en particulier vis-à-vis de sa maison-mère, le Crédit Mutuel Arkea (CMA), l'ensemble des comptes bancaires de ProCapital ou géré par elle portent intérêts, si nécessaire sur des soldes fusionnés, conformément à la convention financière signée entre le CMA et ProCapital.

Les opérations de cette rubrique sont enregistrées pour leur valeur historique.

2.1.3 Opérations de financements et placements au titre de la garantie de solvabilité de ProCapital auprès de la BCE

ProCapital est amené à emprunter des fonds auprès de sa maison mère afin de garantir sa solvabilité auprès du régulateur. A cet égard, ProCapital doit se conformer aux critères définis par le Groupe à savoir :

- Le ratio Tier 2 doit être supérieur à 2%
- Le ratio de dette subordonnée doit être supérieur à 5.5%

Ces ratios sont calculés en rapportant les dettes contractées aux RWA (*Les RWA, ou "Risk-Weighted Assets" (actifs pondérés par le risque), sont une mesure utilisée par les banques pour évaluer le risque associé à leurs actifs. Cette mesure est essentielle pour déterminer le capital réglementaire que la banque doit maintenir afin de se protéger contre les pertes potentielles*). ProCapital doit couvrir le risque de crédit représenté essentiellement par les créances sociales et les risques opérationnels essentiellement représentés par la pondération des risques associés aux actifs de la société.

Pour couvrir ces Ratios, ProCapital contracte des prêts dits Prêt Tier 2 (T2) et prêts « Senior Non Preferred » (SNP). Seul le prêt SNP est placé en dette vis-à-vis des Etablissements de Crédit, car ils sont remboursés avant les dettes subordonnées.

Symétriquement, ces fonds, issus des emprunts T2 et SNP sont replacés immédiatement à même maturité sur les marchés financiers. Ces placements sont traités comme des créances vis-à-vis des Etablissements de Crédit.

2.2 opérations avec la clientèle – actif & passif

Ce poste enregistre au passif les soldes des comptes ordinaires et PEA des clients particuliers dont ProCapital assure, **de manière extinctive**, la tenue de compte de plein exercice (dite tenue de compte juridique - TCJ).

Les soldes des clients finaux à l'actif recouvrent des soldes débiteurs qui font l'objet, lorsque cela s'avère nécessaire, d'une comptabilisation en douteux et d'une dépréciation selon les règles suivantes :

- L'inscription en douteux est prise pour les clients finaux en tenue de compte juridique dès lors qu'ils sont débiteurs espèces depuis plus de 3 jours, à hauteur des positions nettes débitrices (prise en compte de 80% de la valorisation des titres en position pour les clients finaux présentant un solde espèce débiteur) ;
- Exception : Les positions nettes débitrices d'un montant inférieur à 5 € ne font pas l'objet d'un déclassement en douteux, ainsi que les positions débitrices supérieures à 1 000 € en cours de régularisation à la clôture ;
- Sont dépréciées les créances douteuses pour la part non couverte par le versement d'un dépôt de garantie

Les comptes Clients au passif ont un caractère « à vue » et par conséquent n'ont pas de durée résiduelle. De même, les comptes débiteurs des comptes clients ont vocation à se résorber sans délai et n'ont pas de durée résiduelle.

2.3 Actions et participations

2.3.1 Actions et autres titres à revenu variable

Il est rappelé que, conformément aux agréments dont elle dispose, la société ne réalise pas d'opérations pour compte propre en dehors :

- Des opérations exécutées sur le marché en vertu d'ordres clients stipulés Service à Règlement Différé (SRD), qui viennent alimenter la position SRD de la société ;
- Des opérations de prêts et emprunts conclues dans le cadre du fonctionnement du SRD ;
- Des achats effectués ponctuellement, toujours en prolongement du SRD, pour couvrir des besoins de titres qui n'ont pu être satisfaits par des emprunts.

Cette rubrique enregistre donc trois natures de Titres de Transaction :

- Les placements de la trésorerie sociale effectués sous forme d'OPC monétaires (non réalisés en 2024) ;
- Les comptes Erreurs et Omissions de la société ;
- Le compte Egalisation qui enregistre les opérations au SRD.

Les titres détenus et comptabilisés dans cette rubrique, hors compte Egalisation, font l'objet d'une évaluation sur la base de leur valeur de marché à la date de clôture. Le solde des gains et pertes latents ainsi constatés et des gains et pertes réalisés sur cessions est porté au compte de résultat.

Le compte Egalisation représente la contrepartie des opérations stipulées en règlement différé par les clients et exécutées au comptant sur le marché. Ce compte est classé dans la rubrique « Actions et autres titres à revenus variables ». Conformément à la réglementation du SRD, les titres figurant dans ce compte sont la propriété du négociateur, en l'occurrence ProCapital, jusqu'à la fin de mois où se dénoue le SRD. Ils sont donc susceptibles d'être prêtés par la société, le lendemain de la réalisation des opérations clients, en refinancement du décalage opérations SRD – opérations comptant.

Ces opérations, conclues au cours d'un mois boursier, sont enregistrées simultanément pour leur aspect d'opération comptant sur le marché et pour leur aspect de débouclage à terme face au compte du donneur d'ordre initial de sorte que ces opérations ne génèrent pour la société aucun risque de marché ni d'évaluation. En conséquence, l'évaluation au bilan de ce compte suit la règle particulière suivante :

- Prise en compte des opérations comptant intervenant entre le 1^{er} jour de liquidation et la fin du mois calendaire pour leur coût historique (au cours d'exécution) ;
- Prise en compte des opérations reportées valorisées au cours de compensation, face à des enregistrements clients intervenant au même cours de compensation.

Il n'y a donc aucune prise en compte de moins-values ou plus-values latentes apparentes à la date de clôture sur ce compte Egalisation.

2.3.2 Participations et autres titres détenus à long terme

ProCapital peut être amené à détenir des participations à long terme conformément :

- Aux règles fixées dans les conditions statutaires des entreprises partenaires de ProCapital ;

- Aux décisions du Directoire et dans les limites fixées par les organes délibérants de ProCapital.

Les titres de participations sont évalués à leur coût historique. En cas de variation négative du cours ou de la valorisation de l'entreprise - si celle-ci est déterminable - à la clôture de l'exercice, une provision est enregistrée.

Ces participations sont traitées comme des immobilisations financières conformément aux principes décrits au §2.8.3

Est comptabilisé dans cette rubrique, le Dépôt de Garantie (engagement de paiement) car représentatif d'une créance sur le FGDR (art L211-38 du code monétaire et financier ; articles 9 à 11 de l'arrêté du 27 octobre 2015 relatif aux ressources du FGDR). Il matérialise l'engagement de paiement souscrit dans le contrat cadre d'engagement irrévocable de paiement de la garantie financière relatif au mécanisme de garantie des dépôts, sa durée est indéterminée.

2.4 Autres actifs et passifs

2.4.1 Comptes spécifiques liés à l'activité de négociateur/compensateur

A l'actif, les principaux postes sont les suivants :

- Les dépôts de garantie versés à LCH.Cleamnet-SA, LCH Lmt et Euronext-Clearing en couverture des risques résultant des variations de cours enregistrées, entre la date de négociation et la date de règlement-livraison, sur les opérations dont le dénouement dans le système RGV est assuré par la même société agissant en tant que Chambre de Compensation et de Garantie, quels que soient les compartiments sur lesquels les opérations ont été réalisées. Ces dépôts de garantie font l'objet d'une rémunération en fonction du cours de l'ESTER ;
- Les versements au Fonds de Garantie LCH Lmt et Euronext-Clearing, font l'objet d'appel de fonds sur une base mensuelle.
- Le Dépôt de garantie versé à LCH.Cleamnet-SA sera définitivement remboursé en 2025 suite à l'arrêt de leur activité de compensation des titres vifs en France.

A l'actif ou au Passif :

- Les comptes d'attente sur opérations de règlement/livraison et sur OST.

2.4.2 Comptes non spécifiques

Les principaux postes sont :

- La TVA déductible
- Les dettes envers les fournisseurs
- Les dettes sociales et fiscales
- La TVA collectée

2.5 Comptes de régularisation – actif & passif

Cette rubrique comprend à l'actif les produits à recevoir et les charges constatées d'avance.

Cette rubrique comprend au passif essentiellement les charges à payer.

Les créances de plus de 4 mois d'ancienneté sont classées en compte de « Douteux » (3 mois + 1 mois lié au délai de production et réception de la facture). Ce classement en « Douteux » ne préjuge pas du caractère irrécouvrable, en tout ou partie, des créances sur lesquelles des retards de paiement sont constatés.

Sont provisionnées pour les créances du Groupe :

- Les encours de plus de 18 mois, à hauteur de 25%
- Les encours de plus de 30 mois, à hauteur de 50%
- Les encours de plus de 42 mois, à hauteur de 100% Sont provisionnées pour les créances du hors Groupe :
- Les encours de plus de 12 mois, à hauteur de 100%

Peuvent également faire l'objet d'une provision les créances pour lesquelles un risque d'irrécouvrabilité est avéré (litige...).

2.6 Comptes de négociation et de règlement – actif & passif

Ces comptes comprennent essentiellement à l'actif et au passif, les opérations d'achat et de vente de titres réalisées avec les différents intermédiaires (Chambre de Compensation et de Garantie, Entreprises d'Investissement, Banques et Etablissements de Crédit) dont les opérations de livraison et de règlement sont en cours à la date d'arrêté des comptes. Ils englobent également les opérations sur titres (coupons, souscriptions...) non encore dénouées avec ces mêmes intermédiaires. La variation de ces positions d'un exercice sur l'autre dépend principalement, compte tenu des délais de règlement livraison de Place, des opérations de Bourse confiées à la société durant les 2 derniers jours de la période et n'a donc pas nécessairement de signification. A noter, que les opérations réalisées sur les marchés américains sont dénouées le lendemain de leur mise en place.

Ces comptes sont enregistrés à leur coût historique.

2.7 Immobilisations

2.7.1 Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles acquises

Les logiciels acquis sont amortis en linéaire selon leur durée de vie estimée, habituellement sur une durée de trois ou cinq ans. Les frais relatifs aux dépôts des marques et des noms de domaine ne font l'objet d'aucun amortissement.

Immobilisations incorporelles produites par la société

La société comporte une Direction des Systèmes d'Information, renforcée si nécessaire d'intervenants extérieurs. Cette Direction a pris en charge sur la période le développement de plusieurs logiciels majeurs pour l'activité de la société, soit en remplacement de logiciels fournis par des prestataires extérieurs, soit en création de logiciels inexistant sur le marché.

Le traitement comptable relatif aux développements dont ProCapital entend faire un usage durable se fait conformément à l'avis N° 31 du Conseil National de la Comptabilité, soit :

- Passage des dépenses en charges tant que les conditions d'immobilisation n'ont pas été réunies (sérieuses chances de réussite technique, caractère durable et utile à l'entreprise du logiciel produit, outils de gestion permettant de suivre ces deux conditions) ;
- Activation en immobilisations en cours dès que les conditions d'immobilisation sont réunies ;
- Sortie des immobilisations en cours et enregistrement en immobilisations incorporelles à l'achèvement.

La valorisation de ces Immobilisations est opérée en coût direct, sur la base :

- De l'affectation des temps des consultants externes et du personnel DSI interne effectuée dans un outil de suivi des temps
- Des coûts horaires propres à chaque consultant externe fixés contractuellement ;
- D'un coût salarial standard, correspondant à la qualification et à la séniorité du salarié.

Le plan d'amortissement de ces Immobilisations est fonction de la durée de leur utilisation probable, appréciée au regard de la durée du contrat signé avec le Client « Prestation de service » en cas de développement spécifique. En conséquence, la majeure partie de ces développements est actuellement amortie sur 3 ans ou 5 ans. Exceptionnellement, lorsqu'une immobilisation est rattachée à un contrat d'une durée plus élevée et qu'il est signé avec une entité du Groupe qui garantit la pérennité financière de celle-ci, la durée d'amortissement est associée à celle du contrat.

La société opérera des tests de dépréciation lors de l'apparition d'indicateurs externes pouvant remettre en cause la valeur ou la durée d'amortissement.

2.7.2 Immobilisations corporelles

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties de la façon suivante :

- Matériel et installations techniques, téléphoniques et climatisation	linéaire 10 ans
- Matériel d'informatique centralisé	linéaire 5 ans
- Matériel informatique bureautique (PC)	linéaire 3 ans
- Matériel et mobilier de bureau	linéaire 5 à 10 ans
- Agencements et installations	linéaire 10 ans

Cette rubrique enregistre également les immobilisations encours.

2.7.3 immobilisations financières

Sont enregistrées dans cette rubrique les éventuelles participations à long terme de ProCapital ne présentant pas un pourcentage de détention supérieur au seuil de contrôle lié aux participations.

La valorisation des titres en portefeuille se fait selon la méthode FIFO.

2.8 Provisions

2.8.1 Indemnités de fin de carrière

France

L'établissement français de ProCapital est rattaché à la convention collective SYNTEC prévoyant le versement d'une indemnité de fin de carrière au personnel dès lors que celui-ci dépasse les 5 ans d'ancienneté, cet engagement constituant un cas particulier de régime de retraite à prestations définies.

La méthode actuarielle retenue pour l'évaluation de l'engagement au titre de ce régime est la méthode des unités de crédit projetées. Les hypothèses actuarielles et démographiques retenues pour le calcul reflètent au mieux la politique actuelle et future de la société vis à vis de ses salariés.

En 2024, le taux n'est plus fourni par le Groupe et doit être calculé en fonction du régime et de la durée des engagements. La durée peut être calculée comme la moyenne arithmétique des durées d'obtention de l'indemnité pondérée par l'indemnité à recevoir par le salarié partant à la retraite. Le taux à prendre en fonction de la durée est celui présenté sur le site : <https://www.spac-actuaires.fr/lexique/taux-dactualisation-historique/>

Les autres principales hypothèses permettant le calcul de la provision sont :

- Table de mortalité : TF 00-02 ;
- Age de fin de carrière 67 ans, sachant qu'un salarié peut quitter l'entreprise entre 60 et 67 ans selon ses conditions personnelles d'acquisitions des droits à la retraite ;
- Taux de rotation du personnel basé sur l'historique de l'entreprise et l'ancienneté du salarié.

Cet engagement est mis à jour à chaque fin de clôture annuelle.

Belgique

La succursale belge de ProCapital est rattachée à la commission paritaire « 310 » pour les banques, les banques d'épargne et les sociétés de bourse.

Certains membres du Personnel ayant un statut particulier (Statut 600 CLAB) bénéficient d'une indemnité de retraite.

L'engagement pris pour le personnel relevant de ce statut figure dans les provisions, cet engagement ayant été transféré à ProCapital lors d'une reprise de personnel

effectuée dans le cadre du démarrage d'une prestation pour un Client.

Cet engagement est mis à jour à chaque fin de clôture annuelle.

2.8.2 Dettes subordonnées

Comme cela a été indiqué au § 2.1.3, ProCapital est amené à souscrire à des prêts pour couvrir son risque d'insolvabilité auprès de la BCE.

Le prêt de « Tier 2 » est considéré comme une dette subordonnée. Il est remboursé après les prêts seniors en cas de liquidation.

En raison de leur position subordonnée, il comporte un risque plus élevé pour les prêteurs et dispose en cela d'un caractère de fonds propres et est classé en « haut de bilan ».

2.8.3 Provision pour risques

La règle générale est que tout litige, client (cf. supra 2.5) ou autre, connu à la date d'arrêt des comptes est provisionné à hauteur du risque estimé par la société.

2.9 Comptabilisation des revenus et des commissions d'apporteurs d'affaires

2.9.1 Commissions

Les courtages et commissions sur opérations des clients finaux sont comptabilisés aux dates de réalisation des opérations.

Les factures de sous-traitance incluant des courtages et commissions sont émises mensuellement et font, si nécessaire, l'objet d'écritures de régularisation afin d'assurer le correct rattachement des produits à l'exercice de réalisation des prestations.

2.9.2 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

Ces éléments correspondent essentiellement :

- Au coût net des prêts de titres effectués en refinancement des positions SRD ;
- A la sommation, par nature de marché, des écarts de cours positifs ou négatifs réalisés au cours de la période sur les opérations de cours moyen ;
- Aux profits et pertes dégagés lors de la régularisation des erreurs et omissions.

L'évaluation et l'enregistrement de ces gains ou pertes sont effectués sur une base mensuelle.

2.9.3 Revenus des titres à revenu variable

Cette section est sans objet.

2.9.4 Autres produits d'exploitation bancaire

Sont comptabilisés dans cette rubrique :

- Les factures émises à destination des clients professionnels de la finance (Clients « prestations de services ») pour toutes les activités sous-traitées autres que l'exécution et la réception transmission d'ordres pour compte de tiers et la conservation : ces activités rentrent donc dans une rubrique des « Travaux informatiques pour compte de tiers » ;
- La production immobilisée qui constate la mise en immobilisation incorporelle des projets réalisés par ProCapital et qui constitue un actif qui sera amorti au moment de son activation.
- Le compte « transferts de charges » n'est plus utilisé

2.9.5 Autres charges d'exploitation bancaire

Ce poste est composé des réévaluations des positions de change et de la rétrocession due aux clients pour lesquels ProCapital gère les espèces en propre et pour lesquelles elle reçoit de la banque des intérêts créditeurs.

2.9.6 Intérêts et produits ou charges assimilés

La convention financière conclue entre ProCapital et le CMA en octobre 2024 a pour objet de fixer le principe et les modalités de mise en œuvre des relations financières nouées entre les Parties dans le cadre du Groupe, à savoir :

- Les opérations de financement à savoir :
- La gestion de la trésorerie ;
- La gestion du financement à moyen/long terme ;
- La gestion des fonds propres et des dettes subordonnées ;
- Les commissions versées ou reçues en contrepartie d'une prestation réalisée par l'une ou l'autre des Parties.

En conséquence, le solde net des comptes fusionnés (*La fusion des comptes consiste pour la banque à prendre l'ensemble des comptes ouverts dans ses livres par ProCapital et d'en calculer le solde comme s'il formait un seul compte chez elle. La banque peut ainsi appliquer l'échelle d'intérêt (condition de comptes) sur la globalité des positions et non pas compte par compte. Un compte débiteur dans les livres de ProCapital signifie que ProCapital détient des espèces à la Banque. Un compte créditeur dans les livres de ProCapital signifie que ProCapital reçoit une facilité de caisse de la part de la Banque. Si la fusion des comptes ProCapital présente un solde débiteur (respectivement, créditeur) à la banque, cela signifie que les dépôts à la banque par ProCapital sont supérieurs (respectivement, inférieurs) aux découverts constatés sur lesdits comptes bancaires*) s'il est :

- Débiteur est facturé du taux de facilité de dépôt de la Banque Centrale Européenne (« BCE »)

- Créancier et inférieur au montant autorisé est facturé au taux d'appel d'offre BCE (4,5% depuis le 20/09/2024)
- Créancier et pour la part supérieure au montant autorisé est facturé au taux d'appel d'offre BCE avec une majoration de 0,875%

Sont inscrits dans ce compte les intérêts et les charges liés à l'endettement (T2 et SNP) et au placement de ces mêmes fonds. Les placements sont réalisés à des conditions similaires à l'endettement, mais à des taux inférieurs, d'où un spread qui représente une charge financière pour ProCapital.

2.10 Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges relatifs à des cessions d'actifs immobilisés sont classés au compte de résultat dans la rubrique du « résultat exceptionnel ».

Sont également imputés sur ce poste, les passages en pertes et profits sur des opérations comptables ayant eu leur origine sur les exercices antérieurs.

2.11 Réserve spéciale de participation

Il est comptabilisé dans ce compte, la provision au titre de la réserve spéciale de participation. Celle-ci est calculée conformément au dispositif réglementaire en France (Article L3324-1).

2.12 Résultat par action

Le résultat par action est calculé en rapportant le résultat net comptable de l'exercice au nombre de titres moyen en circulation au cours de l'exercice.

2.13 Fiscalité

La société est soumise à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun, les activités réalisées en France et en Belgique étant imposées chacune dans le pays d'exercice de l'activité. Les déficits générés en Belgique par le démarrage de la succursale sont indéfiniment reportables.

ProCapital est membre de l'Intégration Fiscale du Groupe Crédit Mutuel Arkéa depuis le 1^{er} janvier 2023. A ce titre, ProCapital calcule l'impôt sur les sociétés et le transmet au Groupe pour règlement à l'Administration des Impôts. ProCapital règle le Groupe au titre de son Impôt sur les Sociétés.

ProCapital France a intégré le Groupe TVA du Crédit Mutuel Arkéa le 1^{er} janvier 2023. L'ensemble des facturations émises et reçues par le Groupe n'est plus soumis à TVA. En contrepartie, le prorata de TVA tient compte de ces exonérations. ProCapital est également soumis à la Taxe sur les Salaires depuis janvier 2024.

Depuis le 1^{er} janvier 2023, ProCapital est membre du GIE Fédéral Service. A ce titre, ProCapital intègre dans son résultat fiscal la quote-part du résultat fiscal du GIE. Cette quote-part se calcule comme le quotient du chiffre d'affaires du GIE réalisé avec ProCapital rapporté au chiffre d'affaires total du GIE.

2.14 Position en devises

Les positions en devises correspondent aux soldes des comptes de brokers et assimilés auxquels la société a recours dans le cadre du traitement des ordres sur valeurs étrangères hors zone Euro, aux soldes des comptes bancaires ouverts en devises et aux comptes de Position de change.

La société n'effectue aucune opération de change pour son propre compte. Les opérations de change sont opérées pour effectuer le règlement/livraison des opérations initiées par les clients finaux des clients institutionnels sur des valeurs cotées en devises autres que l'Euro, ces opérations étant dénouées en euro sur le compte des clients finaux ne possédant pas de comptes espèces en devises.

2.15 Consolidation

Depuis juillet 2006, les comptes de la Société sont consolidés par intégration globale dans les comptes du Groupe Crédit Mutuel Arkéa, dont le siège social est situé 1 rue Louis Lichou 29480 Le Relecq-Kerhuon, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 775 577 018 RCS de Brest.

2.16 Hors bilan

Sont inscrits au Hors Bilan de ProCapital :

- Les engagements pour l'activité SRD en particulier :
 - o de livrer les titres à terme aux clients ayant réalisé leurs opérations d'achat au SRD ;
 - o de recevoir les espèces à terme des clients ayant réalisé leurs opérations d'achat au SRD ;
 - o de recevoir les titres à terme des clients ayant réalisé leurs opérations de vente au SRD ;
 - o de régler les espèces à terme aux clients ayant réalisé leurs opérations de vente au SRD ;
 - o de restituer à terme les titres empruntés à la contrepartie pour couvrir les opérations de vente au SRD ;
 - o de recevoir à terme les espèces sur les titres empruntés à la contrepartie pour couvrir les opérations de vente au SRD ;
 - o de recevoir à terme les titres prêtés à la contrepartie pour couvrir les opérations d'achat au SRD ;
 - o de restituer à terme les espèces sur les titres prêtés à la contrepartie pour couvrir les opérations d'achat au SRD.
- Les engagements pour l'activité Dérivés opérée par ProCapital Belgium à savoir
 - o pour les Call position longue :
 - Engagement de ProCapital de livrer le client en cas d'exercice de son option ;
 - Engagement de ProCapital à recevoir de la contrepartie les titres en cas d'exercice de l'option par le client.
 - o les Put position longue :
 - Engagement de ProCapital de livrer la contrepartie les titres en cas d'exercice de son option ;
 - Engagement de ProCapital à recevoir du client les titres en cas d'exercice de l'option.
- Les titres à recevoir ou à livrer pour les clients pendant le délai de règlement livraison ;
- Les engagements financiers, en particulier la garantie bancaire octroyée par le Crédit Mutuel Arkéa pour financer son activité métier.

2.17 Opérations réciproques

ProCapital France réalise des travaux pour la succursale située en Belgique et lui facture les prestations réalisées pour elle. Conformément aux règles applicables aux

prix de transfert, ProCapital France applique un prix de revient auquel des frais administratifs forfaitaires de 5% sont appliqués.

De la même façon, ProCapital Belgium facture les prestations qu'elle réalise pour ProCapital France au prix du « marché ».

La présentation des comptes à partir de l'exercice 2022, fournit les comptes retraités des facturations réciproques. Les écritures dites « de Contractions » vont :

- Eliminer les produits face aux charges dans les 2 entités
- Lorsqu'un produit de facturation est constitué face à une immobilisation, une écriture de « Production Immobilisée » se substituera au produit d'exploitation
- Les comptes de liaison au Bilan sont neutralisés Les montants et les postes sont communiqués en § 3.20

3 Compléments d'information

Note : tous les chiffres sont indiqués en milliers d'euros (K€).

3.1 Créances et dettes envers les établissements de crédit – actif & passif

K€	Actif		Passif	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Comptes courants représentatifs des fonds de la clientèle	189 831	209 583	-	-
Comptes ordinaires enregistrant les mouvements liés à la négociation-tenu de compte	154 027	56 737	150 209	154 253
Comptes courants représentatifs de la trésorerie de la société	15 994	25 033	-	-
<i>Sous total des Créances et dettes vis à vis d'établissements de Crédit</i>	<i>359 852</i>	<i>291 353</i>	<i>150 209</i>	<i>154 253</i>
Emprunts de titres	-	-	-	10
Emprunt Marché Centralisé	-	206	-	-
Prêts de titres	-	-	-	4
<i>Sous total Opérations de refinancement SRD</i>	<i>-</i>	<i>206</i>	<i>-</i>	<i>14</i>
Emprunts et Placements au titre du financement du risque de Solvabilité	8 000	-	5 000	-
<i>Sous total Opérations de Financements</i>	<i>8 000</i>	<i>-</i>	<i>5 000</i>	<i>-</i>
Total	367 852	291 559	155 209	154 267

Le sous-total « Créances et dette vis-à-vis d'établissements de crédit » est composé des comptes bancaires formant la trésorerie de ProCapital et est classé en trois rubriques :

- La rubrique « *comptes courant représentatifs des fonds de la clientèle* » dans laquelle sont positionnés à l'actif les comptes réservés au cantonnement des espèces des clients en « tenue de compte juridique » et la position espèces des clients BtoB (*Business to Business (ou B2B) : Clients Professionnels à opposer au BtoC (ou B2C), Clients Particuliers*) ayant confié à ProCapital la conservation de leurs espèces. Au passif, est inscrite une position temporairement créditrice d'un des comptes bancaires détenus par ProCapital pour le compte d'un client BtoB, lequel sera réajusté en début d'année 2025 pour redevenir débiteur ;
- La rubrique « *Comptes ordinaires enregistrant les mouvements liés à la négociation-tenu de compte* » dans laquelle est classée à l'actif, les comptes bancaires permettant de réaliser les opérations de règlement clients ou marchés. Au passif, le solde créditeur correspond à un compte bancaire d'équilibrage alimenté afin de rendre le compte ordinaire débiteur, condition requise par le Groupe pour effectuer les opérations de règlement des clients ou des marchés et un compte temporairement créditeur en Belgique ;
- La rubrique « *Comptes courants représentatifs de la trésorerie de la société* » est essentiellement représentative de la trésorerie sociale de ProCapital.

Le sous-total « *Opérations de refinancement SRD* » est liée à l'activité SRD. Les rubriques « *Emprunts...* » traduisent les positions vendeuses des clients pour lesquelles ProCapital emprunte auprès de contreparties marchés les titres à livrer au comptant, mais soldés en 2024.

Conformément au règlement ANC n°2014-07 Art 1224-15, il est précisé que l'ensemble des dettes et créances vis-à-vis d'établissement de crédit, sont à vue. Les opérations de refinancement, si elles sont dénouées, le seront à J+2 ouvré sauf pour les marchés américains qui dénouent à J+1.

Le sous-total « *Opérations de financement* » est lié

- Au passif : à l'emprunt contracté via la centrale de refinancement du Groupe aux conditions suivantes :
 - Prêt « Senior Non Preferred » au nominal de 5 M€
 - Date de valeur : 27/03/2024
 - Taux : €ster + 151 bps
 - Date maturité : 27/03/2031
 - Remboursement : In fine
- A l'actif : Placements opérés par la centrale de refinancement du Groupe aux conditions suivantes :
 - Placement au nominal de 5 M€
 - Date de valeur : 27/03/2024
 - Taux : €ster + 109 bps
 - Date maturité : 27/03/2031
 - Remboursement : In fine
 - Placement au nominal de 3 M€
 - Date de valeur : 27/03/2024
 - Taux : €ster + 115 bps
 - Date maturité : 27/03/2034
 - Remboursement : In fine

3.2 Opérations avec la clientèle – actif & passif

Les comptes de la clientèle à l'Actif évoluent de la façon suivante :

K€	31/12/2024			31/12/2023		
	Bruts	Dép.	Nets	Bruts	Dép.	Nets
Comptes de la clientèle	150	14	136	164	14	150
Total - actif	150	14	136	164	14	150

Conformément au règlement ANC n°2016-07, les comptes de clients momentanément débiteurs (pour un montant total de 150 K€) ont été classés à l'actif dans la rubrique « Opération avec la clientèle ».

Conformément au règlement ANC n°2014-07 Art 1224-15, il est précisé :

- qu'il s'agit de comptes ordinaires débiteurs à vue ;
- que les règles appliquées aux clients débiteurs (Cf. Supra 2.2) constatent une dépréciation de 14 K€ en 2024 et une inscription en clients douteux de 55 K€.

Les comptes de la clientèle au Passif évoluent de la façon suivante :

K€	31/12/2024	31/12/2023
Comptes de la clientèle	2 691	3 473
Total - passif	2 691	3 473

Conformément au règlement ANC n°2014-07 Art 1224-15, il est précisé qu'il s'agit de comptes ordinaires créditeurs à vue.

3.3 Actions et participations

3.3.1 Actions et autres titres à revenu variables

L'ensemble de ces postes a une échéance à moins de 3 mois.

K€	31/12/2024			31/12/2023		
	Bruts	Dep.	Nets	Bruts	Dep.	Nets
Erreurs et Omissions	3		3	10		10
Titres de Placement	-		-	-		-
Titres de Placement liés au SRD (Compte Egalisation)	55 178		55 178	67 049		67 049
Total - actif	55 181		55 181	67 059		67 059

Le compte Egalisation est le compte technique sur lequel sont enregistrées les exécutions réalisées au comptant sur le Marché français au titre d'ordres clients stipulés au Service à Règlement Différé aussi nommé « SRD ».

Ce poste est évalué selon les principes décrits au point 2.3 des « Règles et Méthodes comptables ».

3.3.2 Participations et autres titres détenus à long terme

Les Participations et autres Titres détenus à long terme sont traités dans le chapitre 3.8 « Immobilisations dont Participations et Autres Titres détenus à long terme ».

3.4 Autres actifs et passifs

L'ensemble de ces postes a une échéance à moins de 3 mois.

K€	Actif		Passif	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Comptes de contrepartie et de cours moyen	-	-	-	-
Dépôts de garantie Compensateurs appelés en couverture des positions nettes	16 129	2 529	-	-
Versements au fonds de garantie Compensateurs et autres dépôts	1 415	1 749	-	-
Dépôts de garantie versés / reçus	-	-	-	-
Comptes de règlement / Marchés Dérivés	-	-	-	-
Comptes d'attente technique sur opérations de règlement livraison et sur OST	10 304	14 076	27 979	4 722
<i>Sous total des comptes spécifiques liés à l'activité de négociateur/compensateur de Pro Capital</i>	27 848	18 354	27 979	4 722
TVA	509	769	882	936
Organismes sociaux et personnel	538	609	5 954	5 964
Autres débiteurs ou créditeurs divers	1 130	3 370	10	3 312
Fournisseurs	759	1 278	1 322	1 273
Comptes courants Mère-Fille	10 039	10 968	10 039	10 968
Contraction des comptes Liaisons et Autres Débiteurs et Créditeurs	-10 039	-11 052	-10 039	-11 052
<i>Sous total des comptes non-spécifiques</i>	2 936	5 942	8 168	11 401
Total	30 784	24 296	36 147	16 123

Les chambres de compensation pour les opérations sur les marchés ESES et Equiduct, à savoir respectivement Euronext-Clearing et LCH Ltd, requièrent un dépôt de garantie en tant que membre de 500 KGBP pour LCH Ltd et 470 K€ pour Euronext Clearing. De surcroît, pour couvrir le risque de liquidation lié aux positions ouvertes sur Instruments Financiers de ProCapital résultant des transactions enregistrées par LCH-Ltd ou Euronext-Clearing au nom de ProCapital, des appels de marge sont demandés, lesquels sont ajustés au jour le jour en fonction de la volatilité des titres en cours de règlement-livraison. Ces dépôts sont rémunérés et génèrent des produits financiers.

La variation des comptes d'attente sur opérations de règlement-livraisons et sur OST dépend de l'importance des opérations réalisées et non dénouées le 31 décembre.

Conformément aux principes décrits au §2.18, pour l'exercice 2024, les comptes de liaisons entre ProCapital SA et sa succursale Belge ont été « contractés » afin de ne pas laisser apparaître les engagements réciproques entre les deux entités.

La variation des autres postes n'appelle pas de commentaire particulier.

3.5 Comptes de régularisation

3.5.1 Comptes de régularisation débiteurs

L'ensemble de ces postes a une échéance à moins de 3 mois.

K€	31/12/2024	31/12/2023
Produits à recevoir nets	13 820	11 037
<i>Autres produits à recevoir</i>	12 679	11 056
<i>Autres produits à recevoir – Douteux hors Groupe</i>	1 135	-
<i>Autres produits à recevoir – Douteux Groupe</i>	10	574
<i>Dépréciation Produits à Recevoir</i>	-4	-593
Charges comptabilisées d'avance	738	596
Autres comptes de régularisation	0	-
Total	14 558	11 633

La dépréciation sur créances Clients B2B pour 4 K€ est établie conformément aux principes édictés au §2.5

3.5.2 Comptes de régularisation créditeurs

L'ensemble de ces postes a une échéance à moins de 3 mois.

K€	31/12/2024	31/12/2023
Charges à payer	5 199	9 426
Produits constatés d'avance	131	-
Autres comptes de régularisation	9	4
Total	5 339	9 430

Le poste « charges à payer » est essentiellement constitué de factures reçues en janvier, de dettes fournisseurs à régulariser après analyse ou de factures en attente dans l'outil de validation des factures fournisseurs.

La variation significative résulte du montant de la rétrocession à opérer auprès d'un client sur sa rémunération des comptes bancaires débiteurs détenus par ProCapital pour son compte, et dont le règlement est en attente de la finalisation de la signature contractuelle pour encadrer ce dispositif.

Le poste « produits constatés d'avance » correspond à des factures qui seraient émises par ProCapital mais dont la part du produit concernant les exercices ultérieurs sont neutralisés au Résultat de l'exercice.

3.6 Comptes de négociation et de règlement

K€	Actif		Passif	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
<u>Comptes de Négociation et de règlement</u>				
Sociétés de bourse	3	132	1 304	2 133
Autres institutions financières	160 244	150 051	399 360	318 182
Comptes de la Chambre de Garantie et de Compensation	52	1 292	17 034	5 082
Souscriptions	26 135	1 376	5 700	7 666
Compte de liquidation	-	-	-	-
Comptes de cours Moyens	-	-	3	4
Compte Actions et Obligations - Marché au comptant	-	-	15 115	14 551
Total	186 434	152 851	438 516	347 618

Le poste « Autres institutions financières » à l'actif représente essentiellement les opérations d'achat ou de vente de titres financiers au comptant des clients finaux des clients BtoB auprès des marchés. Une créance vis-à-vis du marché se traduit par une dette vis-à-vis du BtoB et réciproquement, le dénouement des opérations ne s'effectuant généralement que deux jours après leurs initiations. Le solde de ce poste traduit donc uniquement les positions prises par les clients à l'arrêté des comptes.

La variation du poste « Autres institutions financières » au passif s'explique comme indiqué pour l'actif en miroir et également par la prise en compte de la dette vis-à-vis des clients BtoB ayant donné un mandat pour la gestion de leurs comptes bancaires, pour 185 M€.

La variation du poste « Comptes de la Chambre de Garantie et de Compensation Française » représente principalement les opérations en cours de dénouement

positionnées dans les livres de LCH.Ltd ou Euronext-Clearing au 31 décembre 2024.

La variation du poste « Compte Actions et Obligations-Marché au comptant » présente principalement les opérations en cours de dénouement, lesquelles ont été dénouées au début de l'exercice 2025.

3.7 Parts dans les entreprises liées

Cf. Immobilisations Financières

Incorporelles non amortissables

3.8 Immobilisations (dont participations et autres titres détenus à long terme)

Les immobilisations de la société s'établissent à :

K€	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes
Immobilisation Incorporelles	61 391	43 735	17 656
<i>Incorporelles amortissables</i>	55 087	43 735	11 352
<i>Incorporelles en cours</i>	6 287	0	6 287
<i>Incorporelles non amortissables</i>	17	0	17
Corporelles	804	775	29
Financières (dont titres détenus à long terme)	127	0	127
Total	62 322	44 510	17 812

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

Immobilisations – Valeurs brutes - K€	31/12/2023	Acquisitions et Production immobilisée	Mise en service d'Immos en cours	Cessions	31/12/2024
Immobilisations Financières (dont titres détenus à long terme)	169	8	-	50	127
<i>Sous total immobilisations Financières</i>	169	8	-	50	127
Immobilisations incorporelles amortissables	51 407	3 702	-	22	55 087
Immobilisations incorporelles non amortissables	17	-	-	-	17
Immobilisations incorporelles en cours	5 168	4 954	3 696	139	6 287
<i>Sous total immobilisations incorporelles</i>	56 592	8 656	3 696	161	61 391
Immobilisations corporelles	786	-	-	-	786
Immobilisations corporelles en cours	-	18	-	-	18
<i>Sous total immobilisations corporelles</i>	786	18	-	-	804
Total des immobilisations brutes	57 547	8 682	3 696	211	62 322

K€	31/12/2023	Dotations	Reprises et ajustements	31/12/2024
Amortissements				
Immobilisations incorporelles	40 896	2 839	-	43 735
Immobilisations corporelles	764	11	-	775
<i>Total Amortissement</i>	41 660	2 850	0	44 510
Dépréciations				
Immobilisations incorporelles	0	-	-	0
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
<i>Total Dépréciation</i>	0	0	0	0
Total Amortissements et Dépréciations	41 660	2 850	0	44 510

3.9 Provisions

Le tableau des variations sur provisions pour Risques et Charges s'établit de la manière suivante :

Provisions - K€	31/12/2023	Dotation	Reprise provisions			31/12/2024
			Utilisée	Non Utilisée	Transfert	
Provisions pour Risques	450		175	241		34
Provisions pour Charges	1 435	26	60	104		1 297
Total	1 885	26		580		1 331

- Les reprises de provisions utilisées se concrétisent par une charge constatée pour l'exercice mais neutralisée par les reprises.

- Les reprises de provisions non utilisées constatent un produit sur l'exercice, le risque ne s'étant pas concrétisé ou ayant diminué au cours de l'exercice.

3.9.1 Provisions pour risques

Les principales variations du poste Provisions pour Risques :

- Un litige salarié a été définitivement statué, avec une reprise de 340 K€ avec une charge définitive de 122 K€
- Une provision sur risque opérationnel a été repris pour 76 K€ avec une charge définitive de 53 K€
- Un seul litige salarié reste provisionné pour 34 K€

Aucune autre provision n'a été identifiée en fin d'exercice 2024.

3.9.2 Provisions pour charge

Conformément au point 2.9.1 supra, les provisions pour indemnité de fin de carrière expliquent la variation de ce poste.

3.10 Créance et dette subordonnée

Le Tableau ci-dessous présente l'état des dettes subordonnées :

K€	31/12/2024	31/12/2023
Dettes Subordonnées	3 000	0
Total	3 000	0

Un Emprunt dit « Tier 2 » a été contracté via la centrale de refinancement du Groupe aux conditions suivantes :

○ Prêt « Tier 2 » au nominal de 3 M€

- Date de valeur : 27/03/2024
- Taux : €ster + 223 bps
- Date maturité : 27/03/2034
- Remboursement : In fine

3.11 Capitaux propres

Le capital social de 8 579 866 euros est composé de 8 579 866 actions de 1 euro, totalement libérées. Un dividende de 9 437 852,60 euros a été distribué au cours de l'exercice 2024 et le report à nouveau a été augmenté de 29 644,18 euros.

Les variations de l'exercice sont récapitulées dans le tableau ci-dessous :

K€	31/12/2023	Imputation du résultat exercice précédent	Opérations sur le capital	Autres mouvements	Résultat de l'exercice	31/12/2024
Actions ordinaires (Nominal 1 €uro)	8 580	-	-	-	-	8 580
Capital total	8 580	0	0	0	0	8 580
Prime d'émission	8 790	-	-	-	-	8 790
Réserves	-	-	-	-	-	-
Report à nouveau	2 945	9 467	-	-9 438	-	2 975
Réserve légale	858	-	-	-	-	858
Capitaux propres hors résultat	21 173	9 467	-	-9 438	-	21 203
Résultat de l'exercice 2023	9 467	-9 467	-	-	-	-
Résultat de l'exercice 2024	-	-	-	-	9 324	9 324
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	-
Capitaux Propres	30 641	-	-	-9 438	9 324	30 527

3.12 Résultat par action

Le Tableau présente le résultat net de l'exercice par action :

En €uro	2024	2023
Capital en fin d'exercice	8 579 866	8 579 866
Capital social (€)		
Nombre des actions ordinaires existantes	8 579 866	8 579 866
Résultat net de l'exercice (€)	9 323 633	9 467 497
Résultats par action (€)	1,09	1,10

3.13 Fiscalité

Les différences temporaires correspondent aux charges et aux produits constatés en comptabilité et qui, sur le plan fiscal, sont pris en compte sur un autre exercice.

Les différences permanentes correspondent aux charges et produits constatés en comptabilité mais non admis en déduction du bénéfice fiscal.

Au 31 décembre 2024, la situation fiscale de ProCapital est donc la suivante :

K€	31/12/2024		31/12/2023	
	Base	IS+CSB	Base	IS
Résultat comptable de l'exercice	9 324		9 467	
- Résultat de la succursale ProCapital Belgium	-1 937		-1 183	

Résultat comptable enregistré en France	7 386		8 284	
Réintégrations Temporaires	65		1 095	
Réintégrations Permanentes	568		400	
Réserve spéciale de Participation 2024	862		1 354	
Déduction Temporaire	-738		-43	
Déduction Permanente	-274		0	
Réserve spéciale de Participation 2023	-1 354		-1 395	
Résultat de l'exercice (IS France)	6 515	2 218	9 695	3 318
<u>Suivi des déficits réalisés en Belgique</u>				
Cumul des déficits en début d'exercice	-19 443		-20 511	
Résultat fiscal attendu en Belgique	632		416	
Différences permanentes		158		104
Ajustement de l'exercice	971		652	
Cumul des déficits reportables en fin d'exercice Belgique	-17 840		-19 443	

Les charges non déductibles fiscalement sont en France essentiellement constituées de la C3S de l'année, la Réserve Spéciale de Participation, la taxe pour risques systémiques et soutien aux collectivités, les provisions pour retraites et celles calculées selon une méthode statistique, la Prime Bénéficiaire octroyée en Belgique. Les produits déduits du Résultat sont essentiellement constitués des reprises de charges non réintégréées l'année précédente à savoir : la C3S, la Réserve Spéciale de Participation, la provision sur la Prime Bénéficiaire et des reprises de provisions pour Risques et Charges lorsque celles-ci avaient été réintégréées fiscalement lors de leurs dotations.

En Belgique, sont essentiellement réintégréées la part employeur des tickets restaurant, 25% de l'amortissement des véhicules en leasing et une part des assurances mutuelles. Ce tableau présente une vision provisoire avant déclaration définitive aux administrations fiscales respectives.

3.14 Opérations avec les entreprises liées

Le tableau présente les opérations réciproques déclarées par ProCapital au 31 décembre 2024 :

K€	2024	2023
Produits	30 822	26 588 15 061
Charges	4 268	4 523 4 887
Compte bancaire débiteur	355 364	286 202 306 890
Compte bancaire créditeur	150 209	154 253 191 856
Dettes	353	37 665
Créances	5 400	6 585
Prêts (yc intérêts courus)	8 003	
Placements (yc intérêts courus)	8 004	3 310

Ce tableau ne présente pas les comptes reflète de règlement livraison entre ProCapital et les entreprises liées. Le Tableau ne présente pas non

Les opérations réalisées en 2024 avec les sociétés du Groupe se présentent ainsi :

B2B	Produits	Charges	Cpt Créd	Cpt Déb.	Dettes	Créances	Prêts	Placements
Crédit Mutuel Arkéa	-9 526	3 081	355 364	-150 209	-258	1 756	-8 003	8 004
Federal Equipement		509			-54	54		
Federal Service		225			-3	7		
SCD		449			-38	42		
Arkéa Direct Bank	-11 447	3				1 911		
Federal Finance	-583					115		
Suravenir	-2 917					895		
CFCAL - France	-48					5		
Arkéa 13		1						
Keytrade	-6 067					535		
CFCAL - Belgique	-30					13		
ABEI	-204					67		
Total	-30 822	4 268	355 364	-150 209	-353	5 400	-8 003	8 004

3.15 Répartition des effectifs

Le tableau présente les effectifs déclarés en consolidation par ProCapital au 31 décembre 2024 :

	31/12/2024	31/12/2023
Etablissement Français		
<u>Personnel en CDI et CDD</u>	161	145
Cadres	95	89
Employés et agents de maîtrise	66	56
Etablissement Belge		
<u>Personnel en CDI et CDD</u>	40	40
Cadres	9	10

Employés	31	30
Total	201	185

3.16 Principales rubriques du PNB

3.16.1 Intérêts et produits ou charges assimilés

La totalité des intérêts perçus ou réglés, est réalisée avec des établissements de crédits.

3.16.2 Commissions

Conformément au règlement ANC n°2014-07 Art 1224-44, ProCapital doit ventiler les commissions en tant que charges ou produits par nature d'activité significative.

En l'espèce, les commissions figurant en produits (34,8 M€) résultent exclusivement de services d'investissement agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). Ces services comprennent :

- La réception et transmission d'ordres (RTO) pour compte de tiers ;
- Les droits de garde sur les titres conservés par ProCapital ;
- L'exécution d'ordres pour compte de tiers ;
- La négociation pour compte propre « ... en vue de réaliser des opérations de prêt/emprunt de titres dans le cadre du service de règlement différé... ».
- Les services connexes à la tenue de compte conservation pour compte de tiers et de compensation et permettant d'assurer un service accessoire de tenue de compte espèces correspondant aux instruments financiers conservés.

Les charges de Commissions (14,9 M€) qui sont constatées au compte de résultat concernent exclusivement l'activité de service d'investissement.

3.16.3 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles

Ces comptes sont essentiellement représentatifs des « comptes maisons » qui enregistrent des gains ou des pertes sur les opérations dénouées de manière non conformes avec les clients B2B ou avec le « marché ».

3.16.4 Autres produits ou charges d'exploitation bancaire

Ce poste est composé des postes analytiques suivants :

K€	31/12/2024
Facturation sur Prestations de Tenue de Compte	21 242
Facturation sur Prestations Informatiques	6 162
Production Immobilisée	4 991
Produits Divers	4 097
Total Autres Produits d'Exploitation Bancaire	36 492

Les Autres Charges d'Exploitation Bancaire sont essentiellement composées des deux postes suivants :

K€	31/12/2024
Réévaluation des opérations de change	204
Remises sur produits divers	8 871
Total Autres Charges d'Exploitation Bancaire	9 075

Le poste « Remises sur produits divers » est constitué de la charge due au titre de la rétrocession à faire au client tel que présenté au §3.5.2

3.17 Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation sont essentiellement constituées de frais de personnel et de charges Informatiques (y compris le recours à des prestataires informatiques pour opérer l'exploitation des infrastructures et la réalisation des projets informatiques).

3.18 Résultat exceptionnel, cout du risque, résultat sur cession d'actifs immobilisés

3.18.1 Résultat exceptionnel

Le poste résultat exceptionnel présente un solde créditeur de 124 K€ où sont enregistrés les régularisations opérées sur les suspens antérieurs à l'exercice, les ajustements sur exercices antérieurs et les produits de cession sur Immobilisations Financières.

3.18.2 Cout du risque

Le coût du risque 2024 se compose principalement, des dotations ou reprises aux provisions d'exploitation et provisions pour risque (Cf. supra 3.9).

3.18.3 Gains et pertes sur actifs immobilisés

Néant

3.19 Hors bilan

3.19.1 Positions sur titres

Les engagements hors bilan sur titres sont recensés dans le tableau « Hors Bilan ».

3.19.2 Engagement de financement

Les engagements de financement sont constitués par la garantie bancaire de 85 millions d’euros octroyée par le Crédit Mutuel Arkéa afin de couvrir l’activité titres de ProCapital. Cet engagement est diminué de la couverture du découvert bancaire constaté pour le pool des comptes bancaires ouverts au Crédit Mutuel Arkéa. Cet engagement de financement a été légèrement entamé en Belgique à l’arrêté des comptes 2024.

3.20 Opérations réciproques entre la France et la succursale belge

Conformément à la méthode décrite au §2.18, les facturations réalisées de manière réciproques entre ProCapital France et ProCapital Belgium s’établissent ainsi :

France	o Résultat	Belgique	o Résultat
Ajustement Produits (en -)	-480 304	Ajustement en Charge (en-)	480 304
Ajustement en Charge (en-)	1 391 825	Ajustement Produits (en -)	-1 391 825
Impact sur le résultat France	911 521	Impact sur le résultat Belgique	-911 521

Les comptes de liaisons traduisant les engagements réciproques entre la maison mère et sa succursale ont été neutralisés (Cf. §3.4).

3.21 Rémunérations, avances, crédits et engagements

Conformément au règlement ANC n°2014-07 Art 1224-56, ProCapital a alloué pendant l’exercice aux membres du Conseil de Surveillance les sommes suivantes : 23 170 € à cela s’ajoute une indemnité de 3 920 € au titre de l’indemnité de fonction du président.

Aucun crédit ou engagement d’aucune sorte n’a été consenti aux membres du Conseil de Surveillance.

7. - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale
PROCAPITAL
Tour Trinity
1 Bis Place de la Défense 92400 COURBEVOIE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société PROCAPITAL relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l’article L.821-67 du code de commerce.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu’il n’y avait pas de point clé de l’audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société PROCAPITAL par votre assemblée générale du 3 avril 2024 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 21 avril 2017 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 1^{ère} année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans sa 8^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce

Nous remettons au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil de surveillance, exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil de surveillance, exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce, des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Nantes et Paris-La Défense, le 24 mars 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Nicolas JOLIVET

Deloitte & Associés
Olfa BOUBAKER

8. - Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public au siège social de la société.